

2022-13

DÉPARTEMENT DU LOT

MAIRIE DE CARNAC-ROUFFIAC

*EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 DÉCEMBRE 2022*

Convocation le 19 décembre 2022

L'an deux mil vingt-deux, le vingt-trois décembre, à vingt heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans la salle du conseil de la Mairie, sous la présidence de Monsieur le Maire de Carnac-Rouffiac, Mathieu MOLINIÉ.

Étaient présents : Messieurs Anthony HENRAS, Laurent LAGARDE, Mathieu MOLINIÉ, Jean-Louis VENDRIES, Mesdames Marion MAGAGNOSC, Véronique SUDRE, Jocelyne VINCENT-ANDRIEU.

Était excusés : Messieurs Patrick AMAT, Jean-Pierre GEORGEON, Mesdames Christelle SOUQUES-MIAN, Virginie MASSON.

Pouvoirs : Patrick AMAT a donné pouvoir à Mathieu MOLINIÉ.

Secrétaire de séance : Anthony HENRAS.

Adhésion aux services numériques du Centre de Gestion

Vu les articles L.2121-10 et L.2131-1, alinéa 2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L.112-8 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration,

Vu l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique,

Vu l'arrêté du 27 juin 2007 portant application de l'article D. 1617-23 du code général des collectivités territoriales relatif à la dématérialisation des opérations en comptabilité publique,

Considérant :

- les obligations de sécurité informatique, en particulier pour protéger les données personnelles, mais aussi pour assurer la continuité du service public,
- les règles encadrant les marchés publics supérieurs à 40 000 € HT qui obligent les acheteurs publics à dématérialiser ces marchés publics sur un profil acheteur (plateforme) respectant des exigences minimales, en termes de publicité, de réception des offres, et d'échanges avec les entreprises,
- les possibilités de télétransmission des actes au contrôle de légalité de la Préfecture et les obligations de dématérialisation de la publicité des actes,
- les obligations de dématérialisation de la chaîne comptable et le développement de la facturation électronique,
- la nécessaire conformité des logiciels de gestion (progiciels) en fonction de l'évolution du cadre et budgétaire (Chorus Pro, Prélèvement à la Source, Référentiel M57, Compte Financier Unique...),
- les obligations du RGAA (référentiel général de l'amélioration de l'accessibilité) concernant l'accessibilité des sites web,
- les obligations liées à la Saisine par voie électronique (SVE),
- que la dématérialisation de la convocation des élus devient la norme,

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal des services numériques proposés par le Centre de Gestion dans le cadre de ses missions facultatives ; le but étant de permettre aux collectivités ou aux établissements publics de bénéficier d'outils numériques et d'une assistance en vue de :

- répondre aux obligations réglementaires rappelées ci-avant,
- maintenir une continuité des services,
- communiquer efficacement sur internet.

Monsieur le Maire rappelle que pour pouvoir bénéficier de ces services numériques, une convention d'adhésion doit être signée entre la collectivité et le Centre de Gestion.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- approuve les termes de la convention d'adhésion avec le Centre de Gestion,
- autorise Monsieur MOLINIÉ Mathieu, Maire, à signer cette convention et à adhérer à toute prestation dans le cadre de cette convention afin de répondre au besoin de la collectivité,
- dit que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la collectivité.

POUR: 8

CONTRE: 0

ABSTENTION: 0

A CARNAC-ROUFFIAC,
Le 23 décembre 2022
Le Maire, Mathieu MOLINIÉ

Fait et délibéré en séance publique, les jour,
mois et an que dessus
Cet acte a été publié le
Le Maire, Mathieu MOLINIÉ



P/O Anthony HENRAS 1er Adjoint
[Signature]

En application des dispositions du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié, les décisions administratives peuvent être contestées par voie de recours devant le Tribunal Administratif de Toulouse et ce, dans un délai de 2 mois à compter de la date de leur notification.